

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Retrait-et-defaite-usamericaine-en-Irak-Immanuel-Wallerstein>

« Retrait et défaite usaméricaine en Irak »Immanuel Wallerstein

- Réflexions et travaux -

Date de mise en ligne : samedi 5 novembre 2011

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

C'est maintenant officiel : toutes les troupes américaines en uniforme devront s'être retirées d'Irak au 31 décembre 2011. Il y a deux façons de lire cette nouvelle : la première, c'est celle du président Barack Obama qui explique qu'il tient ainsi une promesse électorale de 2008. La seconde, c'est celle des candidats républicains à la présidentielle. Ces derniers accusent Obama de ne pas avoir suivi leur avis - le même, selon eux, que celui de l'armée américaine : garder quelques soldats après le 31 décembre comme « formateurs » pour l'armée irakienne. Selon Mitt Romney, la décision d'Obama a été « le résultat soit d'un pur calcul politique soit simplement une pure démonstration d'incompétence dans ses négociations avec le gouvernement irakien ».

Ces deux affirmations sont absurdes et ne servent qu'à se justifier auprès des électeurs américains. Barack Obama a fait tout ce qui était en son pouvoir, et ce en synergie totale avec le commandement de l'armée américaine et le Pentagone, pour retenir les troupes après le 31 décembre. S'il a échoué, ce n'est pas par incompétence, mais parce que les dirigeants politiques irakiens ont forcé les troupes américaines à partir. Ce retrait marque le point culminant de la défaite des Etats-Unis en Irak, comparable à celle du Vietnam.

Que s'est-il réellement passé ? Depuis au moins dix-huit mois, les autorités américaines ont fait tout ce qui leur était possible pour négocier avec les Irakiens un accord remettant en cause celui signé en son temps par le président George W. Bush fixant le retrait des troupes américaines au 31 décembre 2011. Elles ont échoué mais ce n'est pas faute d'avoir essayé.

Quelle que soit la définition retenue, les groupes les plus pro-américains en Irak sont les Sunnites emmenés par Iyad Allaoui, personnage dont les liens avec la CIA sont notoires, ainsi que le parti de Jalal Talabani, le président irakien d'origine kurde. Les deux hommes ont finalement admis, certes avec réticence, qu'il valait mieux voir les troupes américaines s'en aller.

Le dirigeant irakien qui s'est le plus battu pour que les troupes américaines restent est le Premier ministre Nouri Al-Maliki. De toute évidence, il était convaincu que les faibles capacités de l'armée irakienne à maintenir l'ordre conduiraient à de nouvelles élections qui risquaient de sérieusement fragiliser sa propre position, voire de l'amener à abandonner ses fonctions.

Les Etats-Unis ont fait concession sur concession et n'ont cessé de réduire le nombre de soldats qu'ils allaient laisser sur place. Le problème lancinant était posé par le Pentagone qui insistait sur la nécessité de garantir l'immunité judiciaire sur le sol irakien aux soldats (et mercenaires) américains pour tout crime dont ils pouvaient être susceptibles d'être accusés. Maliki était prêt à y consentir, mais il était bien le seul. Les « Sadristes », en particulier, menaçaient de retirer leur soutien à son gouvernement s'il acceptait. Et sans ce soutien, Maliki ne disposait plus de la majorité requise au parlement.

Qui a gagné alors ? Le retrait a été une victoire du nationalisme irakien. Et la personne qui a fini par incarner le nationalisme irakien n'est autre que Moqtada Al-Sadr. Certes, Al-Sadr est à la tête d'un mouvement chiite historiquement violemment anti-baassiste, ce qui a généralement été synonyme pour ses partisans d'anti-sunnisme. Mais Al-Sadr et son mouvement ont depuis longtemps évolué par rapport à cette position initiale et se présentent aujourd'hui en champion du retrait américain. Moqtada Al-Sadr s'est rapproché des dirigeants sunnites et kurdes dans l'espoir de créer un front nationaliste pan-irakien centré sur le rétablissement de l'autonomie de l'Irak. Et il a réussi.

Certes, Al-Sadr, comme Maliki et tant d'autres dirigeants chiites, a passé une grande partie de sa vie en exil en Iran. Sa victoire est-elle par conséquent celle de ce pays ? Il ne fait guère de doute que l'Iran amélioré sa crédibilité en Irak. Mais ce serait commettre une grosse erreur d'analyse que de croire que l'Iran serait parvenue à remplacer les

Etats-Unis comme force dominante sur la scène irakienne.

Il existe des tensions de fond entre chiites iraniens et chiites irakiens. D'une part, les Irakiens ont toujours considéré l'Irak et non l'Iran comme centre spirituel du monde religieux chiite. Il est indéniable qu'au cours du dernier demi-siècle, les transformations intervenues sur la scène géopolitique ont permis aux ayatollahs iraniens de paraître dominer le monde religieux du chiisme.

C'est un phénomène équivalent à ce qui s'est passé dans la relation entre les Etats-Unis et l'Europe occidentale après 1945. La puissance géopolitique des Etats-Unis a inversé la relation culturelle entre les deux rives de l'Atlantique. Les Ouest-Européens durent accepter la nouvelle domination culturelle et politique des Etats-Unis sans pour autant apprécier cette situation. Ils cherchent désormais à regagner leur place de « patron » sur le plan culturel. Il en va de même avec la relation Iran-Irak. Au cours du dernier demi-siècle, les chiites irakiens ont dû accepter la domination culturelle de l'Iran mais ils ne s'y sont jamais fait. Et ils vont maintenant oeuvrer à regagner leur place de patron sur le plan culturel.

Malgré leurs déclarations publiques, Barack Obama et les Républicains savent que les Etats-Unis ont été battus. Les seuls Américains à ne pas vraiment le croire sont finalement cette petite frange de militants gauchistes qui ne parviennent pas à admettre que les Etats-Unis ne gagnent pas toujours partout géopolitiquement. Trop aveuglée par sa dénonciation systématique des Etats-Unis, cette fraction réduite - et en diminution - de la population est incapable de percevoir cette réalité d'un pays sérieusement en déclin.

Pour ce groupe, rien n'a changé en Irak puisque les Etats-Unis n'ont fait que passer le relais du Pentagone au Département d'Etat, lequel est chargé de deux choses : faire venir davantage de marines pour assurer la sécurité de l'ambassade américaine ; recruter des formateurs pour les forces de police irakiennes. Mais faire venir sur place plus de marines est un signe de faiblesse, pas de force. Cela signifie que même l'ambassade américaine, pourtant bien gardée, n'est pas à l'abri d'attentats. C'est exactement pour cette raison que les Etats-Unis ont dû annuler des projets d'ouverture de nouveaux consulats.

Quant aux formateurs, il s'avère que l'on parle ici d'environ 115 policiers qui doivent être protégés par des milliers d'agents de sécurité issus de compagnies privées. Je veux bien parier que ces formateurs de police feront très attention à chaque fois qu'il leur faudra quitter l'enceinte de l'ambassade et que le recrutement d'agents de sécurité privés va se compliquer, étant donné que ces derniers ne bénéficieront plus de l'immunité.

Personne ne devrait être surpris si après les prochaines élections irakiennes le nouveau Premier ministre s'appelle Moqtada Al-Sadr. Ni les Etats-Unis ni l'Iran ne sauteront de joie...

[Commentaire n° 316](#), 1er novembre 2011